



# ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

## Insécurité à Marseille

Question au Gouvernement n° 1263

### Texte de la question

#### INSÉCURITÉ À MARSEILLE

**Mme la présidente** . La parole est à Mme Gisèle Lelouis.

**Mme Gisèle Lelouis** . Ma question s'adresse à M. le ministre de l'intérieur, mais je voudrais tout d'abord avoir une pensée pour la professeure d'un collège de Sanary-sur-Mer, poignardée par un élève et dont le pronostic vital est engagé. Nous lui apportons tout notre soutien. (*Applaudissements* sur les bancs des groupes RN et UDR ainsi que sur plusieurs bancs des groupes EPR, SOC, DR, EcoS, Dem, HOR et LIOT.)

Il y a quelques semaines à Marseille, la direction de l'entreprise Orange a pris une décision qui ferait honte à n'importe quel État de droit : elle a demandé à ses salariés chargés de la sécurité de porter des gilets pare-balles pour travailler, et de se tenir impérativement à l'écart des fenêtres avant d'envisager de quitter les lieux. Voilà où nous en sommes en 2026 à Marseille : des honnêtes gens doivent se barricader pour gagner leur vie. Pourtant, le 16 décembre dernier, le président de la République venait visiter le nouveau commissariat central des 13e et 14e arrondissements, se félicitant de l'action de l'État... Soyons clairs : tout renfort des forces de l'ordre est le bienvenu. Nous saluons l'arrivée de chaque fonctionnaire et nous soutenons nos forces de l'ordre, les premières victimes du manque de moyens. Mais ne jouons pas avec les mots : ce renforcement est une façade. En réalité, les effectifs supplémentaires au titre de ce nouveau commissariat sont principalement des agents tournés vers la formation. Ce sont des postes sédentaires, utiles certes, mais qui ne permettent pas d'assurer une présence policière suffisante dans nos rues.

Le résultat est implacable : alors que vous affichez l'arrivée de nouveaux policiers, le solde réel de policiers capables d'intervenir sur le terrain diminue dans le commissariat central et ne compense pas la fermeture des commissariats des 13e et 14e arrondissements. Vous dégarnissez la voie publique quand ce dont nous avons besoin, ce n'est pas uniquement de formateurs, mais de patrouilles dans nos rues pour assurer une véritable présence dissuasive. L'insécurité ne recule pas, elle gagne même du terrain. Face à cette urgence, mon collègue Franck Allisio et moi-même réclamons, dans notre plan Marseille en ordre, des mesures fortes, à commencer par l'instauration de l'état d'urgence à Marseille pour combattre efficacement la délinquance. (*Le temps de parole étant écoulé, Mme la présidente coupe le micro de l'oratrice.* – Les députés des groupes RN et UDR applaudissent cette dernière.)

**Mme la présidente** . La parole est à Mme la ministre déléguée auprès du ministre de l'intérieur.

**Mme Marie-Pierre Vedrenne**, *ministre déléguée auprès du ministre de l'intérieur* . Je voudrais tout d'abord exprimer l'immense compassion du gouvernement pour cette enseignante.

Pour ma part, je me contenterai d'emblée de remarquer l'incohérence de vos propos : par trois fois, vous avez voulu censurer le PLF...

**M. Anthony Boulogne** . Et alors ?

**Mme Marie-Pierre Vedrenne**, *ministre déléguée* . ...alors qu'il permet d'avoir des policiers et des gendarmes supplémentaires sur le terrain. (*Exclamations* sur de nombreux bancs des groupes RN et UDR.) Au vu de ce que vous demandez, pourquoi n'avoir pas voulu voter le PLF ? (Mêmes mouvements.)

Votre question montre que la campagne municipale, y compris celle de Marseille, s'invite dans cet hémicycle. Mais la réalité, c'est que le plan Marseille en grand continue de se déployer et que la ville de Marseille est en première ligne, notamment face à la narco-délinquance. Et le premier ministre, au long de toutes les négociations budgétaires que nous avons menées dans un contexte contraint, a souhaité augmenter le budget sur les postes régaliens – défense, justice et intérieur. Ce pour quoi nous nous sommes battus, c'est ce contre quoi vous, vous êtes battue ! (*Mme Anne Bergantz et M. Éric Martineau applaudissent. – Exclamations sur plusieurs bancs du groupe RN.*)

**Mme Katiana Levasseur** . N'importe quoi.

**M. Philippe Ballard** . Il faut se relire avant de prendre la parole !

### Données clés

**Auteur** : [Mme Gisèle Lelouis](#)

**Circonscription** : Bouches-du-Rhône (3<sup>e</sup> circonscription) - Rassemblement National

**Type de question** : Question au Gouvernement

**Numéro de la question** : 1263

**Rubrique** : Sécurité des biens et des personnes

**Ministère interrogé** : Intérieur (MD)

**Ministère attributaire** : Intérieur (MD)

### Date(s) clé(s)

**Question publiée le** : 4 février 2026

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 4 février 2026